

<http://pierrealainmillet.fr/enlevant-a-la-machine-gouvernementale-son-aureole-en-la>



Conseil de métropole du 29 janvier 2025

# enlevant à la machine gouvernementale son auréole, (â€!) en la rendant à la fois ignoble et ridicule (K. Marx)



ventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -  
Date de mise en ligne : lundi 29 septembre 2025

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**Permettez-nous d'abord de redire l'horreur à Gaza, ce génocide sans limites qui voit l'armée la plus puissance du moyen-orient écraser une bande de terre de 40km<sup>2</sup> en y larguant plus de 120 000 tonnes de bombes, plus que sur l'Irak en 2003, pourtant 10 000 fois plus grand, 15 fois plus que le bombardement de Dresde en 1945. Il faut ajouter le génocide, la famine organisée, l'ambition affirmée d'une véritable épuration ethnique. La reconnaissance de l'état de Palestine par la France et de nombreux autres pays est un pas, tardif mais positif, sauf que nous savons que rien d'autre n'arrêtera Nettanayu qu'une défaite militaire. Il faut en urgence faire cesser l'envoi des armes occidentales.**

**Ce crime que le narratif médiatique dominant a longtemps justifié est illustratif d'une société où la réalité est écrasée sous l'image médiatique. Cela conduit aux fractures citoyennes, aux méfiances. On a prétendu que dénoncer le génocide était antisémite, heureusement que nous avons été nombreux à tenir pour ne pas laisser le terrain aux fascistes de tout bord...**

**On retrouve cette même fracture entre le débat public et l'expérience vécue sur de nombreux sujets du quotidien relevant de compétences de la métropole.**

## **D'abord sur le logement,**

La crise du logement est partout visible : squats, familles à la rue, logements insalubres, et marchands de sommeil qui exploitent la détresse. Dans l'incendie dramatique d'une copropriété des minguettes, on découvre sur 22 logements une situation de migrants sans papiers, une autre d'un locataire en perdition nécessitant un accompagnement fort. Cette ampleur de la crise sociale est totalement sous-estimée par nos politiques publiques mais marque l'expérience de milliers de mal logés qui ne vivent que la concurrence concrète et non pas le droit au logement. Un exemple récent, un femme est expulsée d'un logement qu'elle squattait. On découvre qu'elle était titulaire d'un autre logement, squatté depuis deux ans par des dealers, et qu'elle avait fuit. Et nous sommes dépourvus de solution, le 115 est dépassé, et, comme nos travailleurs sociaux, fait le maximum, mais combien de personnes dans la débrouille, la sous-location, la location à la chambre dans le privé, parfois sans bail, et pour certains, la voiture, le squatt...

Certains ont la solution facile, la faute aux migrants, la préférence nationale pour le logement. Si on ne répond que « ce ne sont pas nos valeurs », on ne construit pas, face à la pression du chacun pour soi, de solidarité pour le droit au logement.

## **Un autre exemple de cette confusion des esprits sur le harcèlement scolaire**

Tout le monde constate la réalité du harcèlement scolaire, du cyberharcèlement, des violences sexistes, homophobes. Les parents demandent la sécurité de leurs enfants, mais quand on parle d'éducation à la vie affective et sentimentale, à la sexualité, il y a des polémiques difficiles pour les acteurs de l'école, des inquiétudes. Ceux qui y sont confrontés savent que, loin des guerres idéologiques, il faut du tact, de l'inclusion, du travail collectif pour entendre et surmonter les inquiétudes, tenir compte des repères culturels, familiaux, faire entendre qu'on ne fera pas

reculer les violences d'enfants avec plus de contrôles, d'exclusions. Comment tisser des solidarités dans l'école face à ces polémiques ?

## Troisième exemple sur la pédopsychiatrie

Le collectif de pédopsychiatrie de Saint Jean De Dieu alerte des difficultés de l'hôpital à assumer ses missions dans cette spécialité, au travers notamment de deux courriers envoyés à l'ARS, le dernier daté du 18 septembre, alertant sur la dégradation du contexte institutionnel et de l'offre de soins en pédopsychiatrie.

Les chiffres font peur. Au CMP de Pierre Bénite, le poste de Médecin responsable est vacant depuis 3 ans . Au CMP d'Oullins, deux ans sans présence médicale. A Sainte Foy lès Lyon, pas de médecin depuis décembre 2023... A l'unité pour adolescents de Saint Jean de Dieu : pas de médecin, poste éducateur spécialisé non pourvu. Unité de périnatalité de l'hôpital : pas de cadres de santé depuis 2024, pas de médecin responsable depuis juillet 2024 L'unité d'accueil pour les adolescents de Vénissieux, Saint Priest, Mions , Feyzin est fermée depuis fin juillet 2025. Les deux CMP accueillant les enfants de Vénissieux, Feyzin Solaize et Saint-Fons seront sans médecin fin octobre 2025. Le Centre de soins pour enfants de Givors n'accueillent pas de nouvelles demandes.

La liste est longue des services en souffrance alors que les besoins augmentent dans une société fracturée. Les drames successifs rappellent le prix de cet abandon. Mais l'émotion médiatique conduit trop souvent à dénoncer les malades, ceux qui souffrent et ne sont pas soignés, l'errance psychiatrique. L'état a supprimé des milliers de lits d'hôpital psychiatrique, mis en difficulté les CMP, réduit les moyens de l'éducation spécialisée, et comme sur tant de sujets, le recul de l'état et de services publics fait grandir le chacun pour soi et tant pis pour les autres, le malade devient coupable et la seule réponse est l'enfermement, plus de la moitié des personnes en prison souffrent de maladies psychiques.

Nous avons rendu en septembre 2023 un avis réservé sur le schéma régional de santé. Il est urgent, monsieur le président, d'interpeller l'ARS. Et rappelons que l'hôpital Henry Gabrielle est toujours à Saint-Genis Laval et qu'une mobilisation est prévue le 11 octobre autour du projet de réhabilitation.

## **Cette tension entre la crise en bas et la crise en haut est bien décrite par Marx étudiant le coup d'état de Napoléon III :**

je le cite : Pressé par les exigences contradictoires de sa situation, et contraint (...) de faire tous les jours un coup d'État en miniature, Bonaparte met sens dessus dessous toute l'économie bourgeoise (â€¦), rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule.

Comment mieux décrire la vie politique macroniste ? Mais les divisions populaires en 1852 conduisent au coup d'état. Comment en 2025 ne pas céder à l'inéluctable victoire de l'extrême-droite, comment construire une alternative politique progressiste ? Marx écrit :

Dans la mesure où il n'y a qu'une interconnexion locale entre ces gens (â€¦), ils ne constituent pas une classe. Ils sont donc incapables de faire valoir leur intérêt de classe en leur propre nom, (...) Ils ne peuvent pas se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. Leur représentant doit en même temps apparaître comme leur maître,

comme une autorité sur eux, un pouvoir gouvernemental illimité qui les protège des autres classes .

C'est tout le défi posé aux démocrates, loin des conflits idéologiques et des identités meurtrières, tout l'enjeu des mobilisations encourus et de l'ampleur du 2 octobre, surmonter les divisions dans le peuple dont j'ai donné trois exemples, reconstruire une unité populaire fondée sur la convergence des intérêts particuliers pour faire grandir l'intérêt général.